DE ROUBAIX-TOURCOING

Les Milliards de M. Tardieu

On a vraiment tort d'en vouloir à M. Lloyd George. Il a fait donner, en 1919, à l'Angleterre, les colonies allemandes, la marine marchande allemande, il a fait couler à Skapa-Flow la flotte de guerre allemande. Pour son pays, il n'y a plus de problèmes des réparations ni du désarmement.

Pourquoi veut-on que M. Lloyd George soit encore avec nous contre l'Allemagne ? Nous n'avions qu'à nous payer nous aussi quand l'ennemi vaincu était hors d'état de protester. Si M. Clemenceau n'a pas su profiter de l'occasion comme M. Lloyd George, c'est à lui que nous devons nous en prendre et à son ministre des Affaires Etrangères, le lamentable et coupable Stephen Pichon.

Le plus surprenant, dans cette affaire, c'est que ce soit M. Tardieu qui vienne reprocher à M. Briand les fautes commises par le gouvernement Clemenceau. M. Tardieu a fait défiler jeudi tous les milliards de marks-or qu'il avait inscrits sur le papier du traité de paix. Ce défilé de la Victoire striée n'a pas réussi à impressionner la Chambre. Les milliards de M. Tardieu sont comme les millions du coffre-fort de Thérèse Humbert. Quand les successeurs de M. Clemenceau ont ouvert le traité de paix, ils ont trouvé qu'il était vide !

M. Briand, qui parlera vendredi après-midi, n'aura aucune peine à montrer que les conversations commencées l'an dernier à Hythe, à Spa, à San-Remo, ont amené l'accord de Londres qui apporte enfin un résultat positif. Sans aucun doute il y a une cascade moins brillante de milliards que dans le roman-cinéma de M. Tardieu, mais l'Allemagne a déjà accepté de payer 150 millions de marks et elle a pris ses dispositions pour verser encore 150 millions avant la fin du mois.

C'est un premier résultat ; il est modeste, mais c'en est un.

Dans les couloirs de la Chambre, M. Briand disait hier :

« A quoi pouvaient servir les bons de marks-or promis par l'Allemagne en exécution du traité ? Ils ne produisaient point d'intérêts. Ils n'étaient pas négociables. Leur seule utilité était d'être exposés au Musée du Louvre dans une vitrine pour l'amusement du public ».

L'essentiel à l'heure présente n'est pas de savoir si M. Tardieu ou ses amis ont envie d'être ministres demain. Il s'agit pour la France de tirer de l'Allemagne le maximum de paiement pour reconstruire nos villages et indemniser nos sinistrés. Le meilleur moyen d'y parvenir, c'est d'opposer à l'entente de la grande industrie allemande et des financiers de Londres, le rapprochement du peuple allemand et du peuple français. La tendance plus démocratique du gouvernement de Berlin a déjà donné des preuves que cette voie nous conduira à des résultats pratiques.

Nous n'avons plus besoin des soldats de Lloyd George occupés à leur sinistre besogne en Irlande.

Alex WILL.

M. Briand recevra le Comité d'action des Régions libérées

C'EST BASLY QUI LE PRÉSENTERA Paris, 19 mai. — Notre ami BASLY, député de Lens, président du Comité d'Action des Régions Libérées, institué à la suite du récent Congrès réuni par la C. G. T., a reçu hier de M. Briand, président du Conseil, l'assurance qu'il recevrait mercredi prochain le Bureau du Comité d'Action. Basly présentera, les membres au président du Conseil, à qui il exposera le point de vue du Comité, en ce qui concerne la reconstruction des Régions dévastées.

Un "canard" allemand IL ACUSAIT UN AVIATEUR FRANÇAIS D'AVOIR BOMBARDE UNE VILLA DE BADEN.

Berlin, 19 mai. — Deux des plus grands journaux allemands, la « Deutsche Allgemeine Zeitung » et la « Deutsche Tages Zeitung », n'ont pas craint de publier la note suivante : « Un aviateur revenant de Strasbourg, probablement français, a jeté une bombe sur une villa de Baden, provoquant ainsi des dommages. Nous protestons avec énergie contre cette insupportable violation du droit des gens ». Or, ce matin, le bruit est couru depuis hier, malgré son absurdité, est démenti officiellement. L'aéroplane en question a simplement perdu un instrument technique qui, en tombant, n'a causé aucun dommage.

Un scandale militaire en Italie UN GENERAL, DEUX COLONELS ET ONZE COMMANDANTS VONT ETRE ARRETES.

Rome, 19 mai. — Le « Giornale d'Italia » annonce l'arrestation immédiate d'un général, de deux colonels, de 11 commandants et de capitaines, sous l'inculpation d'abus et d'irrégularités se rattachant au fonctionnement de l'ancienne mission militaire italienne à Vienne.

Un ancien combattant préféra la mort au mariage IL SE SUICIDA PENDANT QUE LA NOCE L'ATTENDAIT A LA MAIRIE

Pendant que se réunissaient les membres de deux familles italiennes à la mairie pour célébrer son mariage, le substitué de guerre César Picot, de La Cadrière (Var), s'est fait sauter la

L'ANGLETERRE VEUT DISCUTER LA QUESTION DE HAUTE-SILÉSIE

Elle a proposé à la France une réunion du Conseil suprême

Paris, 19 mai. — Sir Milne Cheetham, chargé d'affaires britannique, a fait démarche hier au Quai d'Orsay pour demander au gouvernement français de se faire représenter à une réunion du Conseil suprême, à laquelle serait également invité un représentant américain en dehors des délégués de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon, qui suivent habituellement les conférences interalliées.

Le Président du Conseil a réservé son acceptation

Tout en se montrant favorable en principe à cette réunion, M. Briand a réservé son acceptation définitive jusqu'à la conclusion du débat sur la politique extérieure qui s'ouvre aujourd'hui à la Chambre.

M. Briand ne fera pas de déclaration au cours de la séance de cet après-midi. Il n'interviendra qu'après que les interpellateurs auront développé leurs théories, demain vraisemblablement.

L'intervention allemande déchaînerait la guerre civile

Le « Berliner Tageblatt » publie un long article accusant la France de complicité avec les insurgés polonais. Le journal reconnaît, à propos de la note de la commission interalliée qu'une intervention des volontaires allemands en Haute-Silésie déchaînerait infailliblement une guerre civile générale.

Les troupes allemandes se concentrent sur l'Oder

Le « Morning Post » apprend de Varsovie que des informations de source militaire laisseraient croire, qu'une armée de volontaires allemands de 40.000 hommes, munie d'artillerie et de trains blindés, se concentre le long de l'Oder en trois groupes, à Kreuzberg, à Oppeln et à Ratibor.

Le gouvernement allemand interdit les enrôlements de volontaires

On lit dans la « Gazette de Francfort-sur-Oder » une annonce indiquant que le gouvernement allemand a interdit la levée de la légion allemande à se faire inscrire à telle ou telle adresse. L'Office central des associations de Haute-Silésie, fidèles à leur patrie, lance un appel invitant ses membres à se faire inscrire dans les groupes locaux et à se tenir prêts à marcher aux ordres.

Le « Freiheit » signale que toutes ces manœuvres peuvent avoir des suites fâcheuses pour l'Allemagne.

Le gouvernement allemand publie une note dans laquelle il interdit, dans l'intérêt même du pays, les enrôlements et forcément actuellement pour la Haute-Silésie. « Ces actes, dit-il, étant contraires aux lois, sont punissables. Tout appel dans ce sens, dans la presse ou ailleurs, sera poursuivi ».

La Ruhr serait-elle occupée ?

Paris, 19 mai. — On a fait allusion à une question que le Gouvernement Britannique a posée au Gouvernement Français, pour savoir si la France occuperait la Ruhr, dans le cas où l'armée allemande entrerait en Haute-Silésie. Le Gouvernement français a incontestablement formé sa frontière, et c'est dehors du territoire soumis à son autorité qu'agissent les insurgés de Korfanty. Au contraire c'est sur le territoire soumis à l'autorité du Gouvernement Allemand, que des bandes allemandes s'organisent, s'arment et se transportent actuellement dans la Haute-Silésie. Si, l'on veut rétablir la paix, il importe donc d'agir à Berlin et de faire ressortir les risques auxquels l'Allemagne s'expose, si elle n'arrête pas les préparatifs de guerre qui se poursuivent chez elle.

Les droits de la Pologne

Varsovie, 19 mai. — M. Witos, président du Conseil, a prononcé aujourd'hui à la séance de la Diète, un très long discours répondant à celui prononcé dernièrement par M. Lloyd George et dans lequel il a fait valoir les droits imprescriptibles de la Pologne dans la question de la Haute-Silésie.

M. Witos a terminé en disant : « Le gouvernement polonais vient de recevoir du gouvernement français, l'assurance que le gouvernement français ne permettra pas que la question de la Haute-Silésie soit réglée arbitrairement que sur les bases du traité de Versailles. Les résultats du plébiscite et que le gouvernement français ne permettra pas que des armes et des munitions provenant d'Allemagne, passent la frontière de la Haute-Silésie. (Cris : Vive la France !) Tous les députés et les ministres, debout, font une ovation à la France. » « Étant donné cette assurance, le gouvernement polonais s'adresse une fois de plus aux dirigeants du mouvement insurrectionnel, pour qu'il puisse être liquidé, et pour que devienne possible une décision équitable des Alliés sur la Haute-Silésie. »

Pour me résumer, je déclare que le gouvernement polonais s'en tient fermement au traité de Versailles, qu'il désire avant tout son exécution et qu'il est résolu à maintenir ce point de vue. »

A LA CHAMBRE Le Gouvernement a été interpellé sur sa Politique Extérieure

Le débat a porté sur l'Ultimatum à l'Allemagne et le sort de la Haute-Silésie

Paris, 19 mai. — Rarement, une séance de rentrée avait présenté un intérêt pareil à celui que soulève le débat sur la politique extérieure de la France à l'heure actuelle.

Les cartes d'entrée sont depuis plusieurs jours accaparées. Il n'y en aura guère d'inutilisées. Depuis 14 heures 30, les tribunes et galeries publiques sont comblées. Les députés s'attardent dans les couloirs jusqu'au moment où M. Raoul Péret prend place à son fauteuil.

De suite, c'est un flot pressé aux deux portes de la salle des séances. Les députés s'installent au milieu de l'animation habituelle aux lendemains de vacances.

M. Briand s'assied au banc du Gouvernement, avec MM. Doumer, Barthe, Guis-l'hau, Loucheur, Maginot, Lugol, Rio et l'abbé Luchaire.

M. Raoul PERET ouvre la séance à 17 heures 10, devant 350 députés environ. Le silence s'établit lorsque le président lit le libellé des interpellations de MM. Tardieu, de Baudry-d'Asson, Margaine, Fargou, Vincent-Auriol, Lacote, Peyroux, Rogaud, Nolde, Arago, Bellet, de Cassagnac, J. Barthélemy, et Lorin, sur la politique des Affaires étrangères.

M. Raoul PERET. — Quel jour le Gouvernement propose-t-il pour la discussion de ces interpellations ?

M. BRIAND. — Le Gouvernement demande à la Chambre de décider la discussion immédiate.

M. PERET. — Il n'y a pas d'opposition. La parole est à M. TARDIEU, pour développer son interpellation.

Violentes attaques de M. Tardieu

Le député de Seine-et-Oise gravit les degrés de la tribune. Les députés de suite une oreille attentive à M. TARDIEU, qui, très vivement, entreprend de démontrer que le Gouvernement n'a pas rempli sa promesse de revenir sur le terrain du Traité de Versailles.

Il estime que le Gouvernement français a fait preuve de faiblesse dans la défense des intérêts du pays lors des discussions interalliées.

M. TARDIEU. — Le gouvernement de M. Briand ayant fait connaître à la Chambre que l'évaluation des dommages français était de 110 milliards de marks-or. Je demande alors comment il se fait que la Commission des réparations ait, à l'unanimité, c'est-à-dire avec l'approbation du plébiscite français, arrêté le chiffre total des dommages à 132 milliards de marks-or ? La France devant toucher 52 % de ce total, c'est 68 milliards de marks-or seulement que la France doit toucher. C'est donc pour la France une perte de 50 % à mon sens.

M. TARDIEU. — Est-ce pour cela que la Chambre a donné sa confiance au Gouvernement ? Est-ce pour sanctionner ce chiffre mutilateur de la dette de la France ? Est-ce pour donner de la force à la campagne anti-française qui prétend que la France avait infligé ses dommages ?

M. TARDIEU poursuit son argumentation avec un redoublement de vigueur et d'assurance en raison de l'approbation que lui adressent ses amis sur les divers bancs de la Chambre.

M. TARDIEU rappelle la déclaration de M. Briand au Sénat et à la Chambre, relative aux divers manœuvres de l'Allemagne. Il rappelle les paroles du président du Conseil qui affirmait solennellement que si le 1er mai l'Allemagne n'avait pas versé les 12 milliards qui lui étaient réclamés, ce serait une main fermée qui s'établirait à son collet. « Or, qu'est-il arrivé ? Des 12 milliards réclamés à l'Allemagne, rien n'a été versé. On s'est contenté d'une promesse. L'Allemagne doit verser un milliard de marks-or le 25 mai, et 11 milliards un peu plus tard ».

M. TARDIEU rappelle qu'à différentes reprises le Gouvernement avait déclaré qu'au cas où l'Allemagne manœuvrait à ses engagements, la Ruhr serait immédiatement occupée.

M. TARDIEU. — Or, l'Allemagne a manqué plusieurs fois à ses engagements. Qu'a-t-on fait ? A-t-on occupé la Ruhr ? Non. On a réuni de nouvelles conférences. Alors, je ne sais ce que je dois croire pour l'avenir. Vous nous dites que si l'Allemagne ne s'exécute pas, nous prendrons des sanctions. Vous nous avez déjà déclaré solennellement à plusieurs reprises, que vous seriez impitoyables au cas où l'Allemagne ne s'exécute pas le 1er mai. Quel est le résultat ? Rien. Alors, je suis prêt à dire que si vous faites dire par vos journaux, que les sanctions joueront automatiquement, si l'Allemagne ne satisfait pas à ses engagements. Au lieu de sanctions je crains fort que nous n'ayons autre chose que de nouvelles conférences ».

« C'est une violation indubitable de l'art. 135 du Traité de Versailles. C'est un manquement aux promesses faites au Parlement. Quant, au nom de la France, on prononce certaines paroles, il faut agir comme on l'a dit ou bien le manquement de vous le dire, si on ne tient pas sa promesse, on diminue l'autorité de la France ».

M. TARDIEU, commentant les récents incidents, constate que le gouvernement de M. Clemenceau avait su ne pas incliner devant les propositions de M. Lloyd George, au sujet de la Haute-Silésie, au sujet du prix fort du charbon, au sujet de l'occupation de la Ruhr, sans pour cela se braver avec l'Angleterre.

quer ces illusions, plutôt que d'avoir à les dissiper. Elles sont dues, pour une grande part, à la faiblesse du gouvernement qui est sur ces bancs ».

M. TARDIEU termine en résumant ses critiques à l'égard du Gouvernement : « 1. Pour avoir accepté la mutilation de notre dette ; 2. Pour avoir appelé la classe 1919 sous les drapeaux sans employer à la sanction en vue de laquelle elle avait été mobilisée ; 3. Pour n'avoir pas réussi à améliorer nos relations avec l'Angleterre ; au contraire, l'expérience a prouvé, dit-il, que l'on peut maintenir le point de vue français sans se braver avec l'Angleterre ». (Applaudissements sur divers bancs : droite, centre, gauche. Exclamations ironiques.)

M. de Baudry d'Asson s'en va-t-il en guerre

La parole est à M. DE BAUDRY-D'ASSON, l'orateur, qui commence son discours devant des banquettes à peu près vides, en arrive à la Conférence de Londres. Il appuie les observations de M. Tardieu.

M. de Baudry-d'Asson passe à l'examen de la situation en Haute-Silésie : « Je vous donne, M. le Premier ministre, dit-il, le droit de vous poser en dispensateur de la justice et je me refuse pour ma part à accepter le fait accompli que vous poursuivez depuis deux ans de livrer la Pologne martyre aux bolchevicks ».

M. DE BAUDRY-D'ASSON reproche à M. Briand de n'avoir pas eu l'énergie d'occuper la Ruhr avec la Belgique, malgré l'opposition de l'Angleterre.

M. DE GAILLARD-BANCEL. — C'est la finance internationale et non pas l'Angleterre, qui s'oppose à l'occupation de la Ruhr.

M. de Baudry-d'Asson affirme avec force la nécessité d'occuper la Ruhr et il énumère tous les avantages que la France trouverait dans la pratique d'une politique d'énergie. Il trace un plan d'action contre l'Allemagne.

M. Margaine demande des nouvelles de l'Amérique

M. MARGAINE, député de la « Marne », monte à la tribune. M. Margaine dit que M. Lloyd George est le principal responsable de la crise actuelle. M. Margaine s'attache à démontrer que l'Allemagne s'est efforcée de démontrer sa puissance en occupant la Pologne, en favorisant la désorganisation de ses réseaux ferrés et de ses usines. Faisant allusion au récent discours de M. Lloyd George, à propos de la Haute-Silésie, M. Margaine déclare que si depuis douze ans, les Polonais de Haute-Silésie se refusent à rester Allemands, c'est un sursaut de désespoir justifié qui a provoqué son soulèvement, dont M. Korfanty a pris la direction.

M. MARGAINE. — Le plébiscite même a donné des résultats plus favorables aux Polonais que ne l'a dit M. Lloyd George. Si l'Allemagne fait des efforts désespérés pour conserver la Haute-Silésie, c'est que ce pays représente pour elle, une place forte au double sens du mot militaire et industriel.

L'orateur cite de nombreuses statistiques qui la puissance industrielle de la Haute-Silésie polonaise, puissance que l'Allemagne voudrait mettre au profit de son armée.

M. MARGAINE conclut en examinant dans quelles conditions les Etats-Unis pourront collaborer avec les Alliés dans une nouvelle Société des Nations. Il demande quels ont été les résultats de la mission de M. Vianey.

La suite de la discussion est renvoyée à demain après-midi, à 15 heures.

L'interpellation Inghels-Sembar sur les dommages de guerre

D'accord avec le Ministre des Régions Libérées, la discussion de l'interpellation Inghels et Sembar, sur l'exagération des coefficients de dommages de guerre et des avances faites aux industriels, a été fixée au 1er juin.

L'exercice du droit de vote L'âge de la majorité matrimoniale

Paris, 19 mai. — Aujourd'hui a été déposé sur le bureau de la Chambre, par MM. Lemire (Nord) et René Lefebvre, une proposition de loi relative à l'âge de la majorité matrimoniale.

LA RENTRÉE DU SENAT

Paris, 19 mai. — La séance est ouverte à 15 heures 15, sous la présidence de M. BOUDENOIT, l'un des vice-présidents. Celui-ci prononce l'éloge funèbre de MM. Milliard et Eugène Ehrmann, décédés pendant ces dernières vacances. La lecture de ces éloges funèbres recueille les assentiments unanimes. On dépose divers rapports entrant dans le cadre des dépenses recouvrables sur l'Allemagne.

Le Sénat adopte sans discussion le projet de loi portant modification de l'article 5 de la loi du 17 mars 1905, relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurance sur la vie et de toutes les entreprises de ce genre. Les opérations auxquelles intervient la durée de la vie humaine et à l'article 5 de la loi du 19 décembre 1907, relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation.

On adopte en première délibération la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, tendant à réglementer l'emploi du terme « miel » et à conditionner la vente de ce produit en France.

L'ALLEMAGNE VEUT DÉARMER LA BAVIÈRE QUI RÉSISTE

Le gouvernement de Berlin se montre très optimiste :

Munich, 19 mai. — Les journaux publient la note suivante :

Le gouvernement d'Empire a adressé au gouvernement bavarois une note commentant la loi du désarmement du 23 mars dont elle résume les principes généraux.

Le gouvernement bavarois demande en conséquence la liste de toutes les organisations d'auto-protection susceptibles d'être supprimées. D'autre part, il apparaît que depuis les indications du gouvernement allemand, toutes les organisations bavaroises d'auto-protection y compris l'Eiswachtverwehr tombent sous le coup de la loi et doivent donc être supprimées.

Le Conseil bavarois des ministres discutera demain le texte de cette note. Dans les cercles gouvernementaux bavarois, on affecte d'être très optimiste quant à la façon dont la Bavière exécutera les décisions de l'Entente et respectera les ordonnances impériales.

LE CONGRES CONFEDERAL

Il se tiendra à Lille du 25 au 30 Juillet

Paris, 19 mai. — La Commission administrative de la C. G. T. s'est réunie le mercredi 18 mai, pour fixer, en conformité de la décision du Comité confédéral national, la date du Congrès confédéral. La C. G. T. a décidé que le Congrès s'ouvrira à Lille le 25 juillet et se terminera le samedi 30. Les syndicats qui voudront participer devront acquiescer le droit d'adhésion, qui a été fixé à 10 francs par la Commission administrative.

L'ordre du jour du Congrès confédéral a été ainsi fixé : 1. Vérification des mandats ; 2. Rapport moral ; 3. Rapport financier ; 4. Anathème du syndicalisme et discipline syndicale, nationale et internationale ; 5. Le programme d'action de la C. G. T.

Au Congrès du Bâtiment

LA DISCUSSION DU RAPPORT MORAL

Dijon, 19 mai. — Le Congrès du Bâtiment dans sa séance d'aujourd'hui, présidée par Paquet, de Tourcoing, assisté de Durieux, de Saint-amant, de Laine, de Tourcoing, assesseurs, s'est occupé toute la journée de la discussion du rapport moral. Lauridin, du Nord, a critiqué vigoureusement le bureau. Chanvin a donné de longues explications sur les décisions prises par le Comité confédéral, qui a agi dans l'intérêt des travailleurs du Bâtiment.

La retraite des mineurs UN PROJET DE LOI APPROUVE

Paris, 19 mai. — On a distribué aujourd'hui aux députés, un projet de loi portant approbation de la convention conclue le 14 février 1921, entre la France et la Belgique, ayant pour objet de garantir à leurs nationaux travaillant dans les mines françaises ou belges, le bénéfice du régime spécial de retraites des ouvriers mineurs en vigueur dans chacun des deux pays.

On sait que cette convention prévoit que les ouvriers mineurs français pourront bénéficier, sans aucune condition de résidence, des primes d'encouragement prévues par la législation belge relative aux retraites de vieux mineurs. En outre, après trente ans de travail dans les mines belges, s'ils remplissent les conditions d'âge et de continuité de travail exigées par la loi belge sur les retraites des ouvriers mineurs, des allocations de retraite leur seront attribuées.

On sait que cette convention prévoit que les ouvriers mineurs français pourront bénéficier, sans aucune condition de résidence, des primes d'encouragement prévues par la législation belge relative aux retraites de vieux mineurs. En outre, après trente ans de travail dans les mines belges, s'ils remplissent les conditions d'âge et de continuité de travail exigées par la loi belge sur les retraites des ouvriers mineurs, des allocations de retraite leur seront attribuées.

Le forçat évadé devenu honnête homme

VA-T-ON LE RENOYER AU BAGNE

Paris, 19 mai. — Jules Carrel naquit jadis sur la Butte. Très jeune dévot et affilié à la bande « des sacristains », — ainsi dénommée, par antiphrase, parce qu'elle cambriolait les églises, — il revint, pour avoir dévalisé l'église d'une marquise. Ce dernier exploit lui valut dix ans de travaux publics et la rélegation pénale.

Les travaux passe encore. Carrel, on l'a vu, et l'on va encore le voir, n'était pas homme à rester en repos. Mais la rélegation perpétuelle, c'était un peu long et trop long. Envoyé à la Guyane, à Saint-Jean-du-Maroni, il s'en évada : on le reprend ; il s'évada encore, dans la vaste brousse, longtemps il marche et se dissimule ; il est encore repris. Pour la troisième fois, il tente la fortune en compagnie de quatre camarades. Poursuivis, qu'ils sont, l'un de ces derniers est tué, deux sont repris, lui seul est libre.

Il débarque en France et il va revoir sa Butte. Puis il passe en Angleterre, en Amérique, en Alsace, vivant d'un travail honnête. La guerre éclate. Il revient. Il s'engage. Il se consacre au charge de missions périlleuses, à Strasbourg et à Sarreguemines, et d'autres qui le sont moins, mais tout au tant de confiance.

QUESTIONS DU JOUR

Les Anglais et Nous

Il y a maintenant en France une quantité de gens qui s'aperçoivent que l'Angleterre regarde les affaires de l'Europe à travers un compte et qui se rendent compte que toute la politique britannique consiste à faire faire des business à ses marchands, tout en empêchant ceux des autres pays d'en faire.

Cette découverte a demandé quelque temps, mais elle commence à tomber dans le domaine public.

Au moment du traité de Versailles, il y avait tout de même quelques esprits pour remarquer que, tandis que le bon public acclamait Clemenceau, nos alliés s'assuraient d'abord la majorité du tonnage commercial allemand, puis prenait possession de la flotte de guerre allemande qui, comme par hasard, s'engloutissait mystérieusement dans la baie de Scapa-Flow, où l'amirauté britannique la « surveillait ». Ils imposèrent la démolition des sous-marins pris à l'ennemi, et enfin ils obtinrent que les plus belles et les plus riches des colonies boches leur soient confiées.

Ces quelques esprits furent traités de grincheux. Leur nombre s'augmenta, cependant quand, un peu plus tard, on apprit que notre Perd la Victoire s'était laissé raffer d'un cœur léger les pétroles de Mossoul par nos bons amis d'outre-Manche.

Ceux-ci, confortablement installés dans leur paix, puisqu'ils s'étaient servis eux-mêmes, n'avaient plus qu'à prendre le petit jeu de bascule qu'ils pratiquent depuis plusieurs siècles et qui consiste à affaiblir l'une par l'autre... et souvent toutes en même temps... les nations continentales.

La France réclamait-elle la livraison du charbon promis par l'Allemagne aux termes du traité de Versailles ? L'Angleterre lui imposait l'accord de Spa, qui en taxant les charbons allemands au prix f. o. b. des charbons d'exportation anglais, était un désastre pour notre industrie concurrentielle éventuelle, sans cela, de l'industrie anglaise.

L'Allemagne remettrait-elle sur pied sa puissance industrielle qui lui permettait de reprendre ses exportations ? L'Angleterre profitait des projets de sanctions réclamées par la France... pour imposer de 50 pour cent les exportations allemandes et se débarrasser ainsi de rivaux particulièrement dangereux.

La France, obligée d'en appeler, après l'huissier ou gendarme pour exécuter son débiteur, proposait-elle d'occuper le bassin de la Ruhr ? L'Angleterre s'y opposait de toutes ses forces pour enlever à la métallurgie française l'occasion possible de faire à ses usines sidérurgiques une concurrence que le cours du franc aurait pu rendre aussi redoutable que la concurrence allemande.

La France soutenait-elle la Pologne dans la question du plébiscite de Haute-Silésie, de façon à faire de l'Etat polonais un contrepoids efficace à la poussée allemande vers l'Est ?

L'Angleterre, par l'organe de M. Lloyd George, proposait-elle de diminuer la puissance de l'Allemagne en permettant un groupement France-Pologne fortement organisé économiquement.

De tout cela, les moins avertis ont bien pu conclure qu'il est permis à la France de faire sentir à ses alliés que lorsqu'on couche à deux dans le même lit, il ne faut pas que le voisin tire à lui toute la couverture.

De sorte qu'il y a maintenant chez nous beaucoup de gens qui trouvent qu'il y a à la fois un cas de divorce. Quelques-uns même parlent de remariage. Je trouve, en effet, sous la plume de M. Boussolet, député, les lignes suivantes qui, il y a deux ans, auraient très bien pu le conduire, sinon au poteau, du moins au Conseil de guerre :

« Non loin de nous, dit-il, j'en suis bien sûr, dans des pays où quelques dirigeants anglais aiment assez à nous poser en impérialistes impénitents, il y a une opinion intelligente, dotée de sens pratique, qui verrait avec le plus grand plaisir se préparer certains rapprochements. Nous sommes à une heure où, comme les individus, les nations ne peuvent vivre seules. Et la France est assez belle, assez grande pour que ceux-là mêmes qui s'étaient dressés contre elle, apprécieront sa vigueur et sa force, rechercheront aujourd'hui auprès d'elle son alliance sur les terrains des intérêts économiques communs et des besoins réciproques à satisfaire. Il y a à la fin fait donc l'Angleterre ne devrait point négliger ni l'existence, évidente, ni la portée ».

Si je ne me trompe, on retrouve ici, sous une forme quelque peu alambiquée, la thèse de Caillaux.

C'est un signe des temps que de la voir formuler maintenant ouvertement, mais l'avertissement le plus salutaire qu'on pourrait donner à l'Angleterre, serait d'autoriser l'Allemagne, tandis qu'on la force à désarmer ses fortresses, à construire chaque mois une douzaine de sous-marins. Ainsi M. Briand ne serait pas en reste avec M. Lloyd George.

E. VERMEERSCH.